

# AMNESTY INTERNATIONAL

## DÉCLARATION PUBLIQUE

AILRC-FR  
Index : ASA 13/5011/2016  
19 octobre 2016

### **Bangladesh. La clôture de l'enquête sur Kalpana Chakma est un coup fatal porté à la justice**

Amnesty International est consternée que les autorités bangladaises se montrent si réticentes à rendre justice à la famille de Kalpana Chakma et à amener les responsables présumés à rendre des comptes pour sa disparition forcée. Kalpana Chakma, défenseure des droits des autochtones, a été enlevée chez elle à Rangamati, dans les Chittagong Hill Tracts, le 12 juin 1996, et n'a pas reparu depuis lors.

Selon des informations relayées par les médias cette semaine, la police bangladaise a demandé le 27 septembre 2016 à un tribunal de Rangamati de classer l'affaire, citant un manque de preuves. Cette incapacité à faire la lumière sur ce qui arrivé à Kalpana Chakma est profondément décevante. Aux termes du droit international, les autorités bangladaises ont le devoir d'obliger les responsables présumés de violations des droits humains à rendre des comptes dans le cadre de procès équitables. Tout procès doit se dérouler devant des tribunaux civils ordinaires et sans que la peine capitale ne puisse être requise. Il faut aussi que victimes et familles de victimes puissent obtenir vérité et réparations. En clôturant l'enquête, les autorités ont échoué dans ces deux domaines.

L'enquête sur l'enlèvement de Kalpana Chakma a, selon des groupes de la société civile bangladaise, été caractérisée par une stratégie d'esquive et de désinformation, dans laquelle ils voient une tentative de protéger des éléments de l'armée accusés de crimes de droit international et de violations des droits humains. Deux des frères de Kalpana Chakma ont eux aussi été enlevés à leur domicile avec la jeune femme, mais sont arrivés à s'échapper ; ils ont désigné trois personnes - un soldat et deux membres d'un groupe paramilitaire - comme responsables lorsqu'ils ont signalé les faits à la police à l'époque. Cependant, plusieurs enquêtes de police, ainsi qu'une commission d'enquête établie par le gouvernement n'ont pas identifié les auteurs, et n'ont donc pas débouché sur des poursuites.

La disparition de Kalpana Chakma a eu lieu sur fond de conflit et de tensions entre les peuples autochtones des Chittagong Hill Tracts et le gouvernement. L'enlèvement de cette militante, et le refus de faire la lumière sur cet événement, sont devenus un symbole puissant des violations continuant à être infligées aux peuples indigènes dans la région. Cette inaction est aussi la démonstration que l'accord de paix signé en 1997, qui portait notamment sur la restitution de terres confisquées aux peuples autochtones, n'a pas été pleinement mis en œuvre. En septembre 2016, Amnesty International a par ailleurs attiré l'attention sur les violences persistantes commises contre les femmes et les filles dans cette région, dans une communication présentée aux Nations unies.

Amnesty International demande aux autorités bangladaises de veiller à ce que l'enquête sur la disparition de Kalpana Chakma continue, et à ce que les personnes dont la responsabilité pénale serait engagée soient amenées à rendre des comptes.

Fin/